

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « que conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...). Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes de gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ».

M. Draghi a également souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

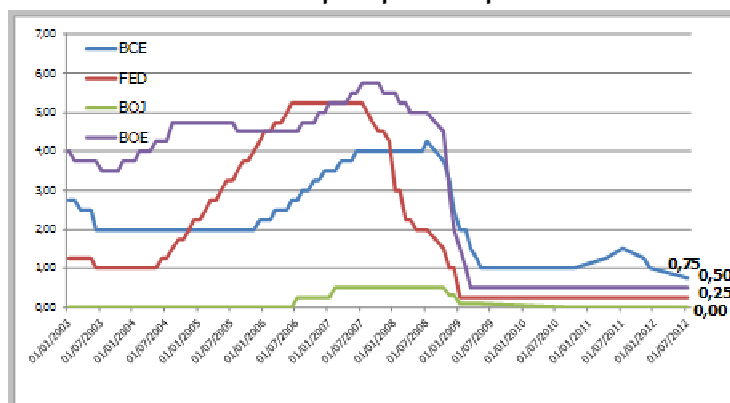
#### Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique.

Le document est disponible en téléchargement sur :

[http://ec.europa.eu/commission\\_2010-2014/president/news/archives/2012/11/pdf/blueprint\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/pdf/blueprint_fr.pdf)

Taux directeur des principales banques centrales



### Chômage

#### Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et du taux de chômage au troisième trimestre 2012

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 103 300 fin octobre 2012, soit une hausse de 1,5 % sur un mois en données CVS-CJO (+45 400 personnes). Sur un an, il croît de 10,6 % (+12,3 % pour les hommes et +8,9 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,6 %. Selon les données publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2012. En incluant les DOM, il s'établit à 10,3 %.

#### Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,7 % en octobre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à septembre. Il était de 10,4 % en octobre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en octobre 2012. Il était de 9,9 % en octobre 2011.

## Inflation

### Hausse des prix en France au mois d'octobre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % en octobre 2012 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,9 % en glissement annuel.

### Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en novembre 2012, en baisse de 0,3 point par rapport à octobre.

## PIB

### Légère croissance du PIB en France au troisième trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a cru de 0,2 % au troisième trimestre 2012 après un recul de 0,1 % au deuxième trimestre (chiffre révisé).

### Baisse du PIB de la zone euro

Selon les estimations d'Eurostat et en données corrigées des variations saisonnières, le PIB de la zone euro a baissé de 0,1 % au troisième trimestre 2012 et celui de l'UE27 a cru de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre. Par rapport au troisième trimestre 2011, le PIB de la zone euro enregistre une baisse de 0,6 % (UE27 : -0,4 %).

## Actualité bancaire

### Livret A

- Le décret n° 2012-1269 du 19 novembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 20 novembre 2012.
- L'arrêté du 31 octobre 2012 du ministère de l'Économie et des Finances relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 10 novembre 2012.

### Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012 ainsi que la proposition de loi organique de MM. Gilles Carrez, Christian Eckert et Jean-Jacques Urvoas relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.

## Outre-mer

### Loi « contre la vie chère »

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

### Défiscalisation outre-mer

Lors de la discussion du budget 2013 de la mission outre-mer, les députés ont maintenu inchangé le système actuel (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1<sup>er</sup> mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.

## Publications

### Banque de France

1 – Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf)

2 – Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :

[http://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf](http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf)

## 2 – Actualité régionale

### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 20 novembre, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Dans son communiqué, la BoJ observe que la croissance économique resterait faible, avant de renouer avec une reprise modérée. Le gouvernement du Japon a adopté un plan de relance de 880 milliards de yens (8,5 milliards d'euros) pour soutenir l'activité et l'emploi. Au troisième trimestre 2012, le PIB du Japon a reculé de 0,9 % et de 3,5 % en rythme annuel. En octobre, la production industrielle du Japon a augmenté de 1,8 % sur un mois et reculé de 4,3 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,1 % sur un an. Le taux de chômage est resté stable à 4,2 %. En octobre toujours, les exportations et les importations ont baissé respectivement de 6,5 % et de 1,6 %. Le déficit commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

### Rebond de l'activité en Chine

Au mois d'octobre, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel après +9,2 % en septembre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7 % en glissement annuel. En octobre 2012, les exportations ont progressé de 11,6 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève à 32 milliards de dollars.

### La Banque centrale australienne baisse son taux directeur pour relancer la croissance

La croissance australienne ralentit pour le deuxième trimestre consécutif, sous l'effet du tassement de l'économie chinoise, première partenaire commerciale de l'Australie. Le PIB s'inscrit ainsi en faible progression (+0,5 % sur le trimestre), soutenu principalement par l'industrie minière et manufacturière. Sur un an, le taux de croissance s'établit à +3,1 %, après +3,7 % au trimestre précédent. Afin de relancer la croissance du pays, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 décembre d'abaisser son principal taux directeur de 0,25 point pour le ramener à 3 %, soit son plus bas niveau depuis septembre 2009.

### Nouvelle-Zélande : reprise du commerce extérieur

Au troisième trimestre, la balance commerciale néo-zélandaise a enregistré un excédent de 147 millions de dollars, après avoir été déficitaire au cours des deux trimestres précédents. Ce résultat reflète principalement la hausse des exportations (+5,1 %), imputable notamment à la bonne performance des produits laitiers (+16 % sur le trimestre). En revanche, les importations ont chuté de 1,3 %, pénalisées notamment par les biens d'équipement industriel (-4,3 %). La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 6 décembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Visite du Ministre des Outre-mer et signature du contrat de développement entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie

M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, a effectué sa première visite en Nouvelle-Calédonie, du 22 au 26 novembre. Cette visite a été l'occasion pour le ministre de rencontrer les acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire afin de poursuivre les consultations avant la réunion du X<sup>e</sup> Comité des signataires.

Au cours de son déplacement, le ministre a procédé à la signature du contrat de développement entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie pour la période 2011-2015. Le projet de contrat, qui ne prévoyait initialement que deux opérations déjà en cours (le Médipôle de Koutio et le Musée de la Nouvelle-Calédonie), a été complété, en accord avec les Provinces, par quatre opérations qui s'inscrivent dans les enjeux définis dans le schéma « NC 2025 » (électrification rurale, construction du Centre International de séjour et d'expertise (CISE), mise en place du pôle sanitaire de Koné, développement des énergies renouvelables). Le contrat de développement porte sur un montant de 18,8 milliards de F CFP avec une participation de l'Etat à l' hauteur de 5,5 milliards de F CFP.

### Adoption du budget primitif 2013 de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a approuvé, le 15 novembre, le projet de budget primitif de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2013. Le budget s'élève à 68,7 milliards de F CFP, hors budget de répartition. En intégrant ce dernier, soit les reversements de recettes fiscales aux Provinces, communes et établissements publics, son montant final atteint 209,2 milliards de F CFP. Les dépenses d'investissement sont prévues en hausse de +23,9 % par rapport à 2012. L'évolution des dépenses de fonctionnement est limitée à +0,8 % et les charges de personnel à +1,6 %. Les recettes fiscales sont quant à elles prévues en augmentation de 4,6 %. En 2013, les principaux axes d'intervention concerneront les politiques de l'emploi, de la formation professionnelle, de la santé et du développement durable.

### X<sup>e</sup> Comité des signataires de l'Accord de Nouméa

Le X<sup>e</sup> Comité des signataires de l'Accord de Nouméa s'est réuni le 6 décembre à Paris, sous la présidence du Premier ministre et en présence notamment du ministre des Outre-mer, du président de la Nouvelle-Calédonie, du président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie et des représentants du Sénat coutumier. La réunion a porté principalement sur le bilan des trois comités de pilotage : « Bilan de l'Accord de Nouméa », « Avenir institutionnel de l'après 2014 » et « comité stratégique industriel ». Plusieurs autres sujets ont été abordés, parmi lesquels : l'accompagnement des transferts de compétences, la problématique de la vie chère et le bilan des signes identitaires.

### Rapport du Comité stratégique industriel du nickel

Le rapport d'étape de Mme Anne Duthilleul sur le Schéma stratégique industriel du nickel, a été remis au cours de la 7<sup>e</sup> réunion du Comité stratégique industriel qui s'est tenue le 21 novembre à Nouméa. Le document, complété notamment par des calculs de modèles industriels théoriques, a été rebaptisé « Rapport final d'analyse et de réflexion en vue de l'élaboration d'un schéma stratégique industriel du nickel en Nouvelle-Calédonie ».

### La SLN choisit le charbon comme combustible pour la nouvelle centrale de Doniambo

Le Conseil d'administration de la SLN a approuvé, le 4 décembre, le choix du charbon comme combustible pour le projet de nouvelle centrale électrique à Doniambo. Cette décision s'inscrit dans le cadre du Projet Stratégique Eramet-SLN et permettra notamment de réduire le coût d'approvisionnement électrique de la SLN. Le charbon a été jugé comme moins cher et plus sûr en termes d'approvisionnement que le gaz naturel, autre option étudiée.

Au cours de la même séance, M. Pierre Alla a été nommé au poste de Président du Conseil d'Administration et M. Pierre Gugliermi au poste de Directeur Général, avec prises de fonction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### Relèvement du plafond du Livret A

Un décret du 19 novembre 2012, publié au Journal officiel du 20 novembre, procède au relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna afin de le porter de 1 825 776 F CFP à 2 282 220 F CFP. Le texte est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre. Les dispositions du code monétaire et financier modifiées par le décret peuvent être consultées sur le site Legifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

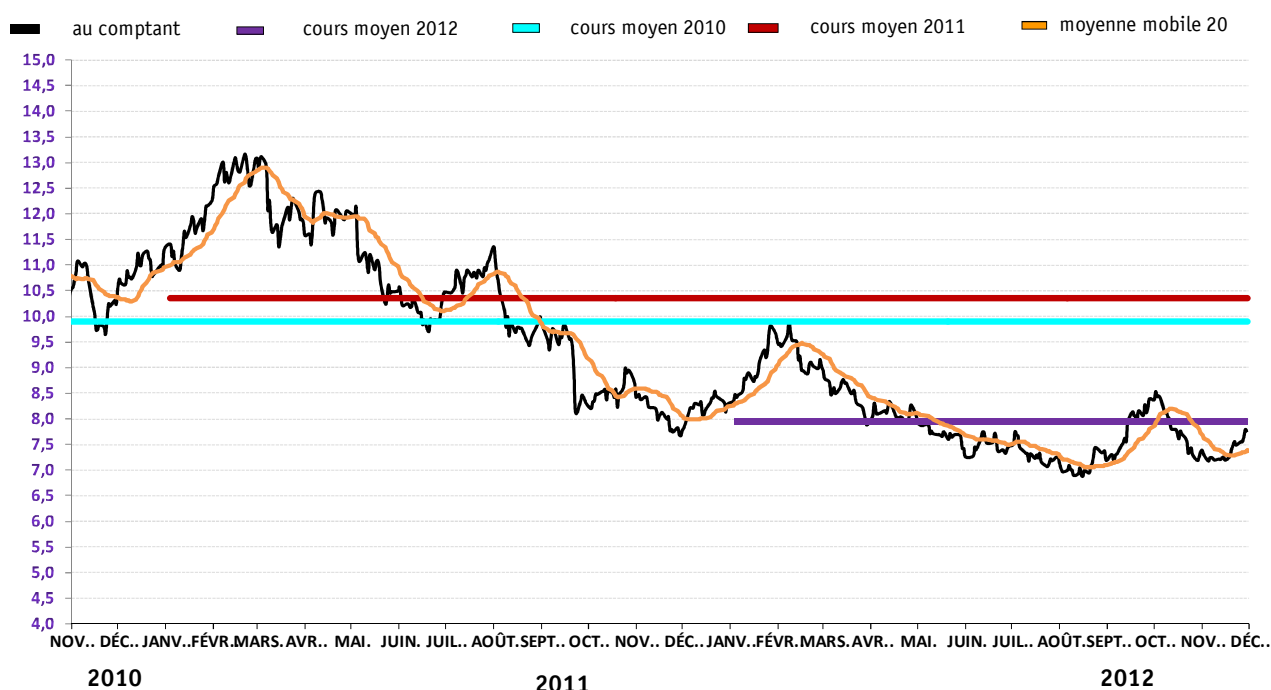
### Convention de crédit entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'AFD

Une convention de crédit a été signée le 15 novembre entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'AFD. La convention prévoit l'ouverture d'une ligne de crédit de 3,6 milliards de F CFP, destinée au financement des dépenses d'investissement. Cet accord s'inscrit dans la continuité et le renforcement des relations existantes entre les deux institutions.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-12	104,0	0,3%	1,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-12	6 049	10,4%	-2,7%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-12	10 242	25,6%	-19,8%
	cumulées	oct.-12	100 736	-	-15,8%
Importations	mensuelles	oct.-12	24 059	-4,6%	6,4%
	cumulées	oct.-12	251 651	-	-4,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-12	7,39	-5,5%	-8,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-12	687	-4,5%	-3,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-12	640	126,4%	47,4%
	cumulées	oct.-12	3 704	-	6,6%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	oct.-12	5 754	31,7%	-4,3%
	cumulées	oct.-12	52 254	-	4,2%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-12	10 701	9,2%	-2,1%
	cumulés	oct.-12	89 134	-	0,6%
• Nuitées	mensuels	août-12	52 675	-1,4%	-15,5%
	cumulés	août-12	414 021	-	-1,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		août-12	55,10%	- 3,5 pt	- 10,8 pt
• Croisiéristes		juin-12	144 528	-	19,9%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	11 588	11,9%	-2,9%
	cumulées	oct.-12	103 173	-	-16,9%
• Index BT 21 (p)		oct.-12	147,10	0,6%	5,7%
• IRL (p)		oct.-12	116,90	0,3%	3,2%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	39	44,4%	178,6%
	cumulées	oct.-12	817	-	16,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-12	55	52,8%	161,9%
	cumulées	oct.-12	1 145	-	14,4%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-12	518	-17,3%	-9,9%
	cumulées	nov.-12	6 818	-	-0,7%

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-10	oct.-11	oct.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	14 002	15 344	16 283	9,6%	6,1%
Dépôts à vue	216 794	239 140	250 491	10,3%	4,7%
<b>Total M1</b>	<b>230 796</b>	<b>254 484</b>	<b>266 774</b>	<b>10,3%</b>	<b>4,8%</b>
M2-M1	90 774	99 447	104 436	9,6%	5,0%
<b>Total M3</b>	<b>490 122</b>	<b>527 928</b>	<b>576 425</b>	<b>7,7%</b>	<b>9,2%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	392 660	411 992	452 920	4,9%	9,9%
Ménages	350 664	379 327	400 092	8,2%	5,5%
Collectivités locales	44 359	48 002	54 158	8,2%	12,8%
Autres agents de CCB non ventilés	11 727	13 066	14 525	11,4%	11,2%
<b>Total encours sain</b>	<b>799 410</b>	<b>852 388</b>	<b>921 695</b>	<b>6,6%</b>	<b>8,1%</b>
Créances douteuses brutes	15 979	19 237	19 317	20,4%	0,4%
<b>Total encours brut</b>	<b>815 389</b>	<b>871 625</b>	<b>941 012</b>	<b>6,9%</b>	<b>8,0%</b>

### Interdits bancaires

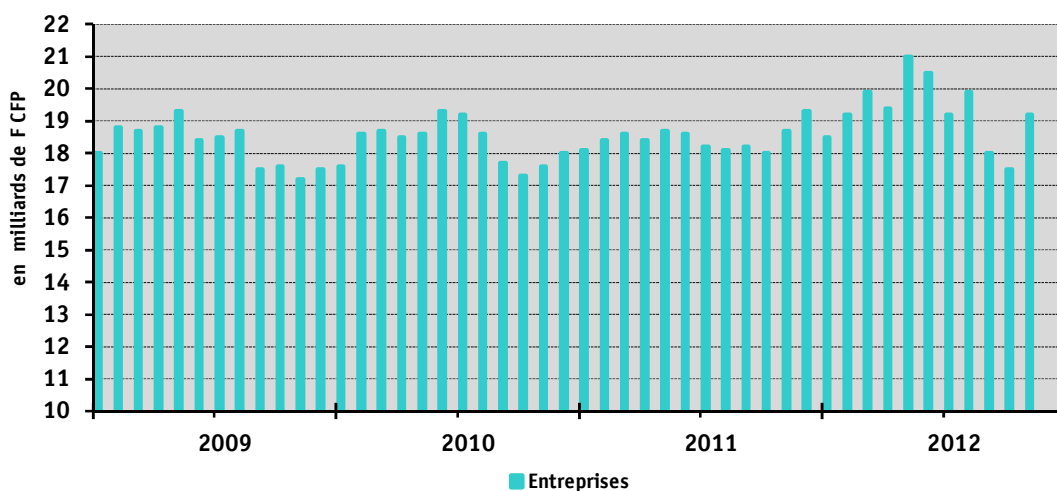
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	nov.-12	7 143	1,4%	10,6%
	dont personnes physiques	nov.-12	6 353	1,3%	10,6%
	dont personnes morales	nov.-12	790	2,1%	11,1%

### Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	nov.-12	15 289	0,5%	7,6%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-12	5 113	1,7%	20,8%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	nov.-12	19,2	9,5%	2,4%





## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	nov	102,10	104,00	1,9%
<b>Entreprises</b>				
nb d'entreprises (a)	sept	53 016	55 917	5,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	46 591	49 854	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	699	774	10,7%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	122 012	103 128	-15,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	2 088	45	-97,8%
total ciment (tonnes)	oct	124 099	103 173	-16,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 204	5 731	-7,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 659	3 178	-13,1%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	sept	88 612	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept	64 046	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept	24 566	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 598	5 479	-17,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 057	6 008	-14,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 675	1 896	13,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	5 596	6 273	12,1%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 478	2 797	12,9%
incidents paiements sur chèques	oct	21 913	29 709	35,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 869	6 818	-0,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	12 771	13 053	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	23 560	25 949	10,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 419	12 687	2,2%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	oct	88 633	89 134	0,6%
nombre de croisiéristes	juin	120 569	144 528	19,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	août	58,9%	56,6%	-2,2 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	10,58	7,96	-24,8%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	8,11	7,39	-8,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 475	3 704	6,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	19 779	18 680	-5,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	50 166	52 254	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	91 350	73 032	-20,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	699	817	16,9%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 001	1 145	14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	112 130	92 857	-17,2%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	93,7%	92,2%	-1,5 pt
total des importations (M FCFP)	oct	263 597	251 651	-4,5%
total des exportations (M FCFP)	oct	119 662	100 736	-15,8%
taux de couverture	oct	45,40%	40,03%	-5,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	sept	34 064	36 973	8,5%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	oct	239 140	250 491	4,7%
M1	oct	254 484	266 774	4,8%
M2	oct	353 931	371 210	4,9%
Dépôts à termes	oct	173 861	205 174	18,0%
M3	oct	527 928	576 425	9,2%
P1	oct	3 890	3 847	-1,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	871 625	941 012	8,0%
Ménages	sept	379 327	400 092	5,5%
dont crédits à la consommation	sept	71 197	73 407	3,1%
dont crédits à l'habitat	sept	302 839	320 413	5,8%
Entreprises	sept	411 992	452 920	9,9%
dont crédits d'exploitation	sept	74 862	87 163	16,4%
dont crédits d'investissement	sept	221 479	240 783	8,7%
dont crédits à la construction	sept	103 290	110 024	6,5%
Collectivités locales	sept	48 002	54 158	12,8%
dont d'investissement	sept	43 764	52 575	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	13 066	14 525	11,2%
créances douteuses brutes	sept	19 237	19 317	0,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	630 461	671 642	6,5%
Ménages	sept	335 795	354 529	5,6%
Sociétés	sept	205 090	224 507	9,5%
Autres agents	sept	89 576	92 607	3,4%
dont assurances-vie	sept	99 647	101 536	1,9%

## 7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet
EONIA	0,0770%	0,0880%	- 0,011 pt	0,8170%	- 0,740 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1130%	0,1100%	+ 0,003 pt	0,7820%	- 0,669 pt	banques locales	8,25%	31/12/2011
EURIBOR 3 mois	0,1910%	0,1980%	- 0,007 pt	1,0060%	- 0,815 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,3440%	0,3910%	- 0,047 pt	1,2270%	- 0,883 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,5740%	0,6210%	- 0,047 pt	1,5070%	- 0,933 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	30/11/2012	30/10/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	0,0786%	0,0909%	- 0,012 pt	0,4902%	- 0,413 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1110%	- 0,002 pt	0,8110%	- 0,702 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	0,1920%	0,2080%	- 0,016 pt	1,0220%	- 0,830 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	0,3620%	0,4110%	- 0,049 pt	1,2510%	- 0,889 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	0,5890%	0,6500%	- 0,061 pt	1,5260%	- 0,937 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	2,3800%	2,4300%	- 0,050 pt	3,5900%	- 1,210 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	2,1800%	2,2300%	- 0,050 pt	3,3900%	- 1,210 pt			
TRBOSP	2,2700%	2,4500%	- 0,180 pt	3,6500%	- 1,380 pt			

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011	30/11/2012	30/10/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,085%	0,110%	0,094%	0,096%	0,035%	0,440%	0,525%	0,555%
3 mois	0,250%	0,400%	0,680%	0,187%	0,189%	0,140%	0,620%	0,740%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,610%	1,730%	1,870%	0,710%	0,770%	0,980%	1,760%	1,830%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)			
	seuil de l'usure		
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	13,11%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
<b>Prêts immobiliers</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
<b>Autres crédits aux particuliers</b>		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Demier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8926	1 NZD/XPF	75,2170	1 HKD/XPF	11,8569	1 GBP/XPF	147,1778	
100 JPY/XPF	111,1407	1 AUD/XPF	95,6644	1 SGD/XPF	75,2454	100 VUV/XPF	98,3233	1 FJD/XPF	51,8631